



# 12<sup>ème</sup> Conférence de la CNUCED sur la gestion de la dette

Genève, 18-20 novembre 2019

---

PROGRAMME PROVISOIRE

---





## Douzième Conférence de la CNUCED sur la gestion de la dette

- DATES :** 18-20 novembre 2019
- LIEU :** Salle de conférence XVII, Palais des Nations, Genève (Suisse)
- PUBLIC CIBLE :** Hauts responsables de la gestion de la dette et des finances publiques
- OBJET :** La Conférence portera sur les thèmes d'actualité suivants dans les domaines de la gestion de la dette et des finances publiques :
- Financement du développement ;
  - Viabilité de l'endettement ;
  - Financement responsable et inclusif ;
  - Atténuation des risques opérationnels liés à la gestion de la dette.
- Parmi les intervenants figureront des experts nationaux, des universitaires et des représentants d'organisations internationales et régionales et de la société civile. Les débats et discussions seront encouragés.
- INVITATIONS :** Adressées à tous les États membres de la CNUCED, ainsi qu'à un nombre important d'organisations internationales et régionales et à des représentants d'organisations non gouvernementales et des milieux universitaires
- INSCRIPTION :** Le formulaire d'inscription à la Conférence doit être rempli en ligne à l'adresse <https://reg.unog.ch/event/17368/>. Seules les personnes inscrites figureront sur la liste des participants.
- FRAIS DE PARTICIPATION:** La participation à la Conférence est gratuite, mais les participants devront assumer eux-mêmes leurs frais de voyage et de logement.
- INTERPRÉTATION:** L'interprétation simultanée sera assurée dans les six langues suivantes : anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe.
- DOCUMENTS:** Les interventions seront faites soit en anglais, en espagnol ou en français. Tous les documents seront mis à disposition au format électronique après la Conférence.

## LUNDI 18 NOVEMBRE 2019

DISCOURS D'OUVERTURE	HEURE
<i>Mme Isabelle Durant</i> , Secrétaire général adjoint de la CNUCED	10.00 – 10.30

NOTES INTRODUCTIVES	HEURE
<i>S.E. M. Carl-Hermann Schlettwein</i> , Ministre des Finances, Namibie	10.30 – 11.00

### Panel 1 : La crise de la dette dans les pays en développement – Aperçu général et tendances récentes

Il ne fait guère de doute que les pays en développement subissent, une fois encore, une grave crise de la dette. De l'Argentine au Ghana, de l'Équateur au Zimbabwe, de la République démocratique du Congo à Haïti, les pays en développement sont en défaut de paiement, surendettés, ou de plus en plus vulnérables financièrement. Ces dernières années, la CNUCED, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont multiplié les avertissements. Si l'on connaît maintenant les principaux facteurs de vulnérabilité des pays en développement à l'égard de la dette, on ne sait toujours pas quelles mesures leur opposer. Cette table ronde contribuera à cette réflexion, en donnant un aperçu des tendances récentes des indicateurs de la dette dans les pays en développement ainsi que de l'évolution des facteurs de risque, afin qu'il soit plus facile de déterminer quelles sont les mesures propres à mettre la dette au service du développement.

Modérateur	Conférenciers	Heure
<i>S.E. Mlle Cheryl Spencer</i> Ambassadrice, Représentante permanente, Mission permanente de la Jamaïque auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>S.E. M. Alberto Carrasquilla Barrera</i>, Ministre des Finances et du Crédit Public, Colombie (TBC)</li> <li>• <i>Dr. William White</i>, Expert, C.D. Howe Institute, Canada</li> <li>• <i>Dr. Ramon Moreno</i>, anciennement Responsable des Affaires économiques pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Banque des Règlements internationaux</li> <li>• <i>Dr. Stephanie Blankenburg</i>, Chef, Service de la dette et du financement du développement, Division de la mondialisation et des stratégies de développement, CNUCED</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	11.00 – 13.00

<b>PAUSE DÉJEUNER</b>	13.00 – 15.00
-----------------------	---------------

**Panel 2 : La transparence de la dette à la rescousse ? Possibilités et limites**

Au vu des principaux facteurs systémiques de la crise de la dette qui touche actuellement les pays en développement, quelles mesures peuvent et doivent être prises pour mettre de nouveau l'endettement au service du développement ? Les participants aux tables rondes 2 à 6 chercheront à répondre à cette question en débattant des différents moyens d'action possibles et des préférences de principe. Les participants à la table ronde 2 examineront de plus près les initiatives récemment lancées par Fonds monétaire international, la Banque mondiale, le Groupe des Vingt et le secteur privé pour faire de la transparence de la dette le principe directeur des approches multidimensionnelles visant à réduire l'impact toujours plus grand du surendettement sur les pays en développement. Qu'entend-on exactement par « transparence de la dette » ? Dans quelle mesure les dispositions prises en vue d'accroître la transparence de la dette permettront-elles de répondre aux besoins urgents des pays en développement et de leur épargner une véritable crise de la dette ?

Modérateur	Conférenciers	Heure
<p><i>S.E. Dr. Hans-Peter Jugel</i> Ambassadeur, Représentant permanent adjoint, Mission permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Mark Flanagan</i>, Directeur Adjoint du Département de la Politique stratégique, Chef de la Division de la Politique de la Dette, FMI</li> <li>• <i>Mme Sonja Gibbs</i>, Directeur général, Institut de Finances internationales; Washington</li> <li>• <i>M. Yuefen Li</i>, Conseillère spéciale sur l'Economie et le Financement du Développement Sud-Sud, South Centre, Suisse</li> <li>• <i>M. Tim Jones</i>, Chef politique, UK Jubilee Campaign, Royaume-Uni</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	<p>15.00 – 17.00</p>

**PANEL 3 : La titrisation du financement du développement : une innovation utile ou la voie vers une dette plus toxique ?**

Pour un certain nombre d'organisations internationales, le système des Nations Unies et le Groupe des Vingt, la titrisation et la création d'actifs sont de bons moyens d'attirer les capitaux privés qui font cruellement défaut au financement du développement à long terme, y compris dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, tout en diversifiant et en répartissant le risque financier dans l'ensemble du système international. Les participants débattront de cette méthode de diversification du risque à des fins de financement du développement et des possibilités qu'elle offre (ou non) d'alléger le fardeau de la dette, de limiter l'exposition des pays en développement au risque financier et d'accroître la transparence de la dette.

Modérateur	Conférenciers	Heure
<p><i>S.E. M. Aliyar Lebbe Abdul Azeez</i> Ambassadeur, Représentant permanent, Mission permanente de la République socialiste démocratique de Sri Lanka auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Michael Chui</i>, Économiste principal, Marchés émergents, Banque des Règlements internationaux, Suisse</li> <li>• <i>Dr. Daniela Gabor</i>, Professeur associé d'Économie, Université de l'ouest de l'Angleterre, Royaume-Uni</li> <li>• <i>Prof. Jan Toporowski</i>, École d'études orientales et africaines, Université de Londres, Royaume-Uni</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	<p>17.00 – 18.00</p>

<b>RECEPTION</b>	18.30 – 20.00
------------------	---------------

#### Panel 4 : La viabilité de la dette à long terme et les objectifs de développement durable: Dépasser les priorités à court terme définies selon les intérêts des créanciers

Qu'est-ce qu'une « dette viable » ? La définition retenue a une influence directe sur la marge d'action et l'élaboration des politiques de crise. Le plus souvent, les évaluations de la viabilité de la dette sont centrées sur la dynamique de la dette à court terme et privilégient la rigueur budgétaire pour maintenir la capacité de service de la dette. Il en résulte que les cadres d'évaluation de la viabilité de la dette contrarient l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ne sont pas adaptés pour sauver les pays en développement écologiquement vulnérables, comme les petits États insulaires en développement, des pièges d'une dette structurelle. Les participants réfléchiront à d'autres cadres, qui définissent la viabilité de la dette en fonction des objectifs de développement à long terme et qui subordonnent les compromis entre l'endettement et la marge d'action budgétaire à des considérations pratiques explicites, notamment la nécessité pour les pays en développement d'allouer une plus grande part de leurs ressources au Programme 2030.

Modérateur	Conférenciers	Heure
<p><i>Dr. Peter Jacobs</i> Directeur exécutif, Banque centrale d'Indonésie</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Dr. Martin Guzman</i>, Chercheur associé, Ecole de Commerce de l'Université de Colombie (New York) et Département d'Economie de l'Université de Buenos Aires, Argentine</li> <li>• <i>Mme Erica Gerretsen</i>, Chef Support Budget, Gestion des Finances publiques, Unité des Recettes, Coopération internationale et Développement, Direction générale de la Coopération internationale pour le Développement, Commission européenne</li> <li>• <i>Dr. Annalisa Prizzon</i>, Chercheur Expert, Programme Stratégie de Développement et des Finances, Overseas Development Institute, Royaume-Uni</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	10.00 – 11.30

### Panel 5 : Réponses multilatérales I : Les pièges de la dette à long terme et le regain d'intérêt pour les initiatives d'allègement de la dette et de secours en cas de catastrophe

De plus en plus de pays en développement sont pris dans le cercle vicieux de l'endettement. Ils comptent sur la dette publique et les emprunts à l'étranger pour parer les effets de chocs violents, ce qui alourdit le service de la dette et limite les capacités d'investissement à des fins de transformation structurelle. C'est particulièrement flagrant dans les pays en développement qui sont frappés par des catastrophes naturelles rendues toujours plus prévisibles, plus fréquentes et plus intenses par les changements climatiques, mais cela vaut aussi pour les pays en développement qui subissent régulièrement d'autres chocs (du fait de l'évolution des prix, de l'adoption de certaines mesures ou d'un conflit). Les participants se demanderont si le moment n'est pas venu de cesser de s'en remettre aux programmes d'aide d'urgence et aux dispositifs d'assurance individuelle, de reconsidérer les initiatives coordonnées d'allègement de la dette et les moratoires de la dette, et d'adopter une stratégie globale de gestion des catastrophes et des chocs, afin que les pays en développement puissent éviter le piège de l'endettement à long terme ou parviennent à en sortir.

Modérateur	Conférenciers	Heure
<i>M. Bodo Ellmers</i> Chef politique, EURODAD	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Eric LeCompte</i>, Directeur exécutif, Jubilee, Etats-Unis</li> <li>• <i>Mme Christina Laskaridis</i>, Chercheur, Ecole des Etudes orientales et africaines, Royaume-Uni</li> <li>• <i>M. Matthew Martin</i>, Directeur, Développement Finance international, Royaume-Uni</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	11.30 – 13.00

### PAUSE DÉJEUNER

13.00 – 15.00

### Événement parallèle : Présentation Debt-DQA – Salle XXIII

14.00 – 15.00

Il est généralement reconnu que la gestion de la dette publique fait partie intégrante du développement global d'un pays ainsi que de sa stabilité économique et financière. Les fondements d'une gestion efficace de la dette reposent sur la qualité de l'enregistrement, de la validation, des opérations, des rapports et des statistiques indispensables pour s'acquitter correctement d'autres fonctions de gestion de la dette, telles que l'analyse de la viabilité de la dette et la formulation d'une stratégie d'endettement. Dans le cadre d'un effort concerté visant à promouvoir une gestion efficace de la dette dans leurs pays membres, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Secrétariat du Commonwealth (COMSEC) ont uni leurs efforts pour élaborer un cadre, intitulé Debt Data Quality Assessment (Debt-DQA) afin de valider les bases de données sur la dette et d'évaluer la qualité des données enregistrées dans leur logiciel de gestion de la dette respectif: SYGADE et Commonwealth Meridian. Cette session lance le Debt-DQA et présente ses composants et techniques de mesure.

### Panel 6 : Réponses multilatérales II : Restructurations de la dette souveraine – Orientations pratiques

Lorsque les pays en développement font face à une dette manifestement insoutenable, il est essentiel de renégocier la dette selon des procédures rationnelles, de manière à éviter une débâcle financière coûteuse et à favoriser une restructuration qui ne compromet pas les perspectives de croissance économique et de développement durable. Paradoxalement, alors que le surendettement des pays en développement met en péril le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la communauté internationale semble moins déterminée que jamais à s'atteler à cette entreprise au long cours. Les participants examineront quelles sont les dispositions pratiques et efficaces à prendre, en l'absence de véritables cadres réglementaires internationaux sur les procédures de faillite souveraine, pour mettre fin aux crises de la dette plus rapidement et plus équitablement, et dans le souci du développement.

Modérateur	Conférenciers	Heure
<p><i>M. Mark Flanagan</i> Directeur adjoint du Département de la Politique et des Stratégies, Chef de la Division de la politique de la dette, FMI</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Schwan Badirou Gafari</i>, Secrétaire général du Club de Paris and Division de la Dette internationale, Trésor public, France</li> <li>• <i>Prof. Odette Lienau</i>, Professeur de Droit, Université Cornell, Etats Unis</li> <li>• <i>M. Peter Kovacs</i>, Chargé de mission, Soutien budgétaire, Gestion des Finances publiques, Unité des Recettes nationales, Coopération internationale et Développement, Direction générale de la Coopération pour le Développement international, Commission européenne</li> <li>• <i>Mr Jürgen Kaiser</i>, Coordinateur, Jubilee Campaign Germany</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	15.00 – 16.30

**Panel 7 : Mise en pratique de la transparence des données sur la dette**

Les préoccupations suscitées par l'accroissement de la dette et les risques de surendettement dans les pays en développement ont appelé l'attention sur le manque de transparence des données sur le sujet dans un certain nombre de pays. Il est essentiel que les décideurs disposent de données exhaustives, exactes et actualisées sur la dette publique pour maîtriser le risque et prendre les décisions qui s'imposent, compte tenu des objectifs de développement nationaux et internationaux. Or, bon nombre de pays peinent encore à se doter de bases de données fiables et complètes sur la dette et à produire des rapports de qualité. Les participants débattront des principaux facteurs à prendre en considération pour assurer la transparence des données sur la dette, des difficultés de sa mise en pratique et des options offertes aux pays.

<b>Modérateur</b>	<b>Conférenciers</b>	<b>Heure</b>
<p><i>M. Anibal Guillermo Kohlhuber</i> Administrateur général adjoint, Sindicatura General de la Nación (SIGEN), Argentine</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Thordur Jonasson</i>, Chef de Division adjoint, Département des Marchés monétaires et des Capitaux, Fonds monétaire international, Washington, États-Unis</li> <li>• <i>Ms. Pamela McLaren</i>, Conseiller et chef, Unité de la Gestion de la Dette, Secrétariat du Commonwealth, Londres, Royaume-Uni</li> <li>• <i>M. Adam Mohai</i>, Chef du Département de Gestion des Risques, Bureau de la Dette de la Hongrie</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	<p>16.30 – 18.00</p>

**Panel 8 : Les organismes de gestion de la dette face aux enjeux actuels**

Les organismes de gestion de la dette jouent un rôle déterminant en garantissant que les États puissent satisfaire leurs besoins de financement et s'acquitter de leurs obligations de paiement au plus faible coût possible, sans grande prise de risque et de manière transparente. Dans le même temps, ils font face à divers obstacles de taille, qui sont notamment liés à la complexité croissante du contexte de la dette, aux nouvelles attentes en matière de transparence et aux limites de capacités. Les participants examineront comment les organismes de gestion de la dette font face à cette situation et tenteront de définir les meilleures pratiques à suivre pour rendre la gestion de la dette plus efficace, compte tenu de l'évolution de l'environnement.

<b>Modérateur</b>	<b>Conférenciers</b>	<b>Heure</b>
<p><i>M. Mutasim Elbadri</i> Economiste principal, Banque centrale du Soudan</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Soungalo Jules Prosper Coulibaly</i>, Directeur de la Dette publique et des Dons, Ministère de l'Economie et des Finances, Côte d'Ivoire</li> <li>• <i>M. Kokou Dandjinou</i>, Chef, Division Politique d'Endettement et du Financement, Ministère de l'Economie et des Finances, Togo</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	10.00 – 11.30

**Panel 9 : Renforcer la gestion de la dette : L'appui de la communauté internationale**

Les participants examineront dans quelle mesure la communauté internationale peut aider les pays à renforcer leurs capacités de gestion de la dette. Ils évoqueront les activités de développement des capacités et d'assistance technique, et recenseront les lacunes éventuelles. Ils débattront également des critères à satisfaire pour que l'assistance technique porte ses fruits, par exemple l'efficacité de la coordination.

Modérateur	Conférenciers	Heure
TBC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Stanislas Nkhata</i>, Directeur, Programme de Gestion de la dette, Institut de Gestion macroéconomique et financière de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (MEFMI)</li> <li>• <i>Mme Lea Hakim</i>, Économiste principal, Mécanisme de Gestion de la Dette, Banque mondiale</li> <li>• <i>M. Gerry Teeling</i>, Chef, Programme du Système de Gestion et d'Analyse de la Dette (SYGADE), Service de la Dette et du Financement du Développement, Division de la Mondialisation et des Stratégies de Développement, CNUCED</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	11.30 – 12.30

Observations finales et cloture	Heure
<i>M. Richard Kozul-Wright</i> , Directeur, Division de la Mondialisation et des Stratégies de Développement, CNUCED	12.30 – 13.00